

# RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY ORGANISÉES PAR L'OCL DU 16 AU 23 JUILLET 2019 INCLUS

Les rencontres que l'Organisation communiste libertaire (OCL) propose chaque été se dérouleront cette année encore – du mardi 16 au mardi 23 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors et à une heure de Toulouse.

Ces rencontres sont ouvertes à toutes les personnes que les discussions programmées intéressent ; nous souhaitons qu'elles soient un espace de dialogue, d'échanges formels et informels sur nos investissements militants. Les débats auront lieu comme d'habitude le soir et certains après-midi, mais il sera possible de proposer et organiser d'autres discussions afin de partager une expérience ou de présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazerac, et bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

Le mode de vie quotidienne et la gestion de ces rencontres demeurent inchangés : confection des repas et ménage sont assurés par des équipes qui changent chaque jour ; et les tarifs pour la nourriture et la participation aux frais de location des lieux sont échelonnés, selon les revenus, par tranches de 100 euros (il sera demandé 5,5 euros par jour pour les revenus inférieurs à 500 euros/mois, 6,50 euros pour les revenus entre 500 et 600 euros, etc. – et 5 euros par jour pour les enfants).

Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demandons de nous prévenir de votre arrivée en téléphonant au 06 41 42 00 06 au moins vingt-quatre heures à l'avance. Si vous arrivez en train, on peut venir vous chercher à la gare de Montauban.

A bientôt !



## MARDI 16 JUILLET

### • 21 heures : *Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (première partie)*

Le mouvement des gilets jaunes a fait ressortir de façon spectaculaire les changements intervenus dans le salariat en France ces dernières décennies. Il a également montré la profondeur du fossé qui s'est creusé entre une masse grandissante de prolétaires – travaillant sous des contrats précaires de toutes sortes, avec des périodes de chômage en alternance, et fréquemment relégué-e-s dans des zones rurales et périurbaines actuellement en déshérence – et les partis et syndicats de gauche, mais aussi d'extrême gauche. Il importe, après avoir confronté nos engagements dans ce mouvement et nos analyses le concernant, d'en tirer les leçons, alors que la situation sociale s'aggrave et que l'Etat, loin de lâcher sur quoi que ce soit, ne joue plus que les cartes de la répression et des élections.

## MERCREDI 17

### • 21 heures : *Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (seconde partie)*

## JEUDI 18

### • 16 heures : *La solidarité contre la répression. Que faire par rapport à l'institution judiciaire ?*

L'abandon d'une critique radicale des thématiques du droit, de la justice et de la prison par les mouvements sociaux a permis aux différents pouvoirs d'avancer sans limites en nous faisant croire que la sécurité était synonyme de liberté. Il faut toujours rappeler que le droit garantit l'ordre social et la propriété privée plutôt que le bien commun et l'intérêt général, et qu'avant tout ce sont les dépossédés qui se retrouvent derrière les barreaux. Les quartiers populaires (réservoir d'ouvriers, de précaires et de chômeurs...) où vivent les populations les plus vulnérables et exploitées ont été des lieux d'expérimentation des techniques de maintien de l'ordre et d'enfermement. C'est de ces laboratoires de la répression que sont sorties les innovations qui se sont généralisées, et élargies aux classes moyennes, syndicalistes, manifestants... Autant la critique de la police est de plus en plus partagée, autant l'institution judiciaire et son corollaire, la prison, restent une zone d'ombre où notre

solidarité et notre sagacité se sont trop peu exprimées.

### • 21 heures : *La politique macronienne : état des lieux*

Après s'être présenté en 2017 comme « ni de droite ni de gauche », Macron – énarque, banquier et ex-ministre d'un gouvernement socialiste – a largement prouvé que, loin d'incarner un quelconque renouveau politique, il avait été choisi pour servir au mieux les intérêts du patronat et s'y employait activement, mieux encore que tous ses prédécesseurs. Les réformes qu'il a entreprises avec une belle frénésie dans tout le secteur public ne pourront que faire progresser la précarité et aller vers une uberisation généralisée du travail. Il applique en effet au « monde social » – la santé, l'école, la fonction publique... et bientôt l'assurance chômage ou les retraites – les techniques et la rhétorique du management privé (normes, standards de gestion, notations), au nom de la « modernité » et de l'« efficacité ». Les institutions actuellement en cours de délitement étaient déjà fort critiquables, notamment par leur recherche d'une rentabilité plutôt que d'un vrai « service public ». Mais maintenant, à l'hôpital, dans les Ehpad, les activités sociales ou culturelles, il ne s'agit plus que d'être « performant ».

## VENDREDI 19

### • 16 heures : *A l'heure de la réforme Blanquer, où en est la critique de l'école et de la fonction d'enseignant-e ?*

Les réflexions et les mouvements autour de la question de l'école font depuis longtemps déjà l'impasse sur une critique radicale de l'école – contrairement à ce que pouvaient raconter en 1971 Christian Baudelot et Roger Establet dans *L'Ecole capitaliste en France*, ou Paul Willis dans *L'Ecole des ouvriers* en 2011. Tout ce qui est produit aujourd'hui tourne autour de la défense du « service public », l'école étant présentée comme le dernier espace de ce fameux service dans les zones reléguées, pour se réduire ensuite à la question des moyens – postes, matériel, locaux, remplacements – ou, au mieux, à la dénonciation du management et d'une montée de l'autoritarisme. Les courants qui critiquent l'école en reviennent toujours à des « méthodes », « techniques » ou « pratiques » autres, bref à des histoires de pédagogie traduisant plus un moyen de survivre en milieu hostile qu'une critique offensive de l'école. Et de même pour le rôle des

enseignant-e-s – la dégradation de leurs conditions de travail ne devrait pourtant pas empêcher que l'on porte un regard critique sur leur fonction.

Cependant, si on ne doit pas mythifier un service public ambigu, on assiste à un véritable tournant, que ce soit pour les écoles ou les hôpitaux. L'attaque très brutale actuelle contre ces services publics correspond à une dégradation très brutale du rapport de forces. Les fonctions économique et idéologique de l'école changent, et pas en mieux. Le statut social des enseignants évolue. Comment analyser les luttes qui se sont passées cette année ? L'« éducation nationale » a été pour le moins secouée par des mouvements de lutte importants, aux méthodes un peu nouvelles pour cette profession, le tout dans un silence médiatique et une propagande impressionnantes. Se pose aussi la question de quel type d'intervention nous pouvons avoir dans ces luttes.

• **21 heures : *Quelle situation politico-sociale en France après les européennes ?***

Cela fait maintenant plus d'une dizaine d'années que l'abstention grandit progressivement. Nous ne sommes plus dans le cas de figure d'un désintérêt de la chose publique ou d'une incapacité à aller voter, mais bien d'un rejet des politiciens faisant du pouvoir un exercice illégitime, et qui ne représentent globalement qu'une petite minorité de la population.

C'est une désertion volontaire qui n'empêche pas l'émergence de mouvements hors norme en ce qu'ils échappent aux institutions intermédiaires classiques, partis et syndicats, de Nuit debout au mouvement des gilets jaunes ou contre la loi travail. Bien entendu, ces mouvements sont très différents et ne sont pas l'expression d'une seule et même classe unie. Mais, avec le recul, ils apparaissent comme des tentatives pour réoccuper les espaces laissés vacants...

La conflictualité sociale qui a redémarré vers 1995 s'est accompagnée d'un lent déclin des syndicats (en particulier de la CGT) que la création des SUD n'a pas enrayeré.

Ces éléments sont à considérer pour le meilleur comme pour le pire. Le pire serait que ces espaces libérés ne se combleraient que de passivité et de résignation, voire de simple haine, ce qui ne serait bénéfique qu'au patronat et à l'extrême droite. Le meilleur serait qu'ils soient réoccupés, grâce au renouveau de ces nouveaux mouvements, par une conflictualité accrue avec l'Etat et le patronat et une bonne dose d'auto-organisation.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si la désertion électorale va se poursuivre ou si, malheur !, le reflux s'amorce. Nous ne savons pas non plus ce que va devenir la vague Gilets jaunes, disparaître ou rebondir sous une autre forme. Nous y verrons sans doute un peu plus clair cet été aux rencontres.

## **SAMEDI 20**

• **16 heures : *Algérie : une tragédie programmée ?***

Aujourd'hui, un immense sursaut prérévolutionnaire est en cours. Un exemple sans faute, dirions-nous. A l'instar des pays voisins : immensément riches de leurs ressources pour la plupart, plusieurs crises les traversent néanmoins. La plus profonde est incroyablement existentielle. « Pourquoi je vis ? » « Je ne sais pas d'où je viens. » « Je ne sais plus qui je suis. » Un véritable cri de détresse des jeunes dépossédés de leur quotidien, et dont l'espoir repose de plus en plus sur la solidité du rafioteur pouvant les amener à l'autre bord de la Méditerranée. Le mouvement est-il en train de transcender ces interrogations ? Il est encore trop tôt pour trancher.

• **21 heures : *Le contre-sommet du G7 au Pays Basque, du 19 au 26 août***

Cette année, du 24 au 26 août, la ville de Biarritz sera le théâtre d'un rendez-vous des plus sinistres : celui du G7, sommet mondial des pays les plus riches, symbole de la domination des puissances occidentales.

Un sommet organisé par un Président français qui a été fortement secoué par un mouvement de contestation populaire qu'il n'a pas réussi à mater malgré ses bataillons de flics.

Un sommet qui a pour fil directeur « la lutte contre les inégalités » (!), alors que les gouvernants servent les intérêts d'un système capitaliste et impérialiste basé sur l'exploitation, la répression, la destruction des humains et de l'environnement.

Un sommet qui aura lieu au Pays Basque, territoire où sont nombreuses et bien ancrées les résistances à l'exploitation capitaliste et à la domination étatique, les solidarités et la volonté de construire un autre monde.

Des articles sont parus cette année dans *Courant alternatif* pour suivre le cheminement de l'organisation d'un contre-sommet au Pays Basque. Un point sera fait sur les diverses mobilisations prévues, du 19 au 26 août, à Hendaye/Irun ou à Urrugne, auxquelles sont

conviés les collectifs en lutte venus d'ici et d'ailleurs.

## DIMANCHE 21

• 21 heures : **La solidarité par rapport aux migrant-e-s – avec en introduction la projection de *Colis suspect*, réalisé par Rosa Pérez Masdeu et Sofia Catala Vidal**

Ce documentaire d'une heure quinze minutes pose la question « Qu'y a-t-il derrière la forteresse Europe ? ». Il se penche sur l'instrumentalisation du discours antiterroriste pour comprendre qui bénéficie, politiquement et économiquement, de la fermeture des frontières de l'Union européenne, et il mène l'enquête sur le business de la sécurité...

## LUNDI 22

• 16 heures : **Israël, laboratoire de l'enfermement, de la répression et de la surveillance des populations réputées dangereuses. Israël, pointe avancée du fascisme qui vient**

Après les élections israéliennes, plus de doute : une large partie de la population est pour le colonialisme et l'apartheid. Israël est l'Etat rêvé de tous les dirigeants du monde. Les méthodes de cet Etat et de Trump piétinent sans dissimulation ce qui pouvait rester de principes et de textes affirmant que les êtres humains "naissent libres et égaux". Pour les Palestiniens, tout espoir que des Etats leur viennent en aide s'est écroulé, avec l'alliance décomplexé entre de nombreux Etats arabes (avec à leur tête l'Arabie Saoudite) et Israël. Reste, dans un contexte très difficile, leur capacité à maintenir debout leur société et à

espérer que la solidarité des sociétés civiles mondiales change un jour le rapport de force.

• 21 heures : **Un bilan des luttes sur l'aménagement du territoire – leur évolution depuis nos échanges de l'an dernier sur le sujet**

Depuis plus de onze ans, la lutte contre les Center Parcs et le monde qui a pu les envisager continue. Où en est-elle aujourd'hui dans le contexte particulier d'un mouvement contestataire plus général qui ne partage pas les mêmes perspectives ? Cette discussion sera élargie à d'autres luttes, comme celles de Bure et de Notre-Dame-des-Landes, par des camarades qui y sont ou y ont été investi-e-s, pour en faire le point.

## MARDI 23

• 21 heures : **La montée des régimes autoritaires en Europe**

Souverainiste, populiste, nationaliste, patriotique... autant de mots pour qualifier les mouvements d'extrême droite qui actuellement gouvernent seuls dans trois pays de l'Union européenne – la Hongrie, la Pologne et la Croatie –, font partie d'une alliance gouvernementale dans cinq (dont l'Italie), ou influencent l'opposition et le pouvoir dans quatre (dont la France). L'obsession sécuritaire et le repli identitaire sont le fonds de commerce de ces mouvements qui surfent sur la peur de populations vieillissantes en Europe. Nous ne sommes certes plus dans les années 1920-1930, où le fascisme s'y est particulièrement développé, mais comment peut-on contrer sur le terrain social cette montée des idées et pratiques d'extrême droite qui visent aujourd'hui en premier lieu les migrants et les musulmans ?

